



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 65.088/4
du 18 février 2019

advies 65.088/4
van 18 februari 2019

sur

over

un avant-projet d'ordonnance
de la Région de
Bruxelles-Capitale 'portant
l'assentiment à la modification
de la Convention du
9 septembre 1996 relative à la
collecte, au dépôt et à la
réception des déchets
survenant en navigation
rhénane et intérieure, des
Annexes et des Appendices
(CDNI)'

een voorontwerp van
ordonnantie van het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest
'houdende instemming met de
wijziging van het Verdrag van
9 september 1996 inzake de
verzameling, afgifte en inname
van afval in de Rijn- en
binnenvaart, van de Bijlagen
en van de Aanhangsels
(CDNI)'

Le 21 décembre 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet d'ordonnance 'portant l'assentiment à la modification de la Convention du 9 septembre 1996 relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, des Annexes et des Appendices (CDNI)'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 18 février 2019. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda VOGEL.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 18 février 2019.

*

Op 21 december 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Mobiliteit en Openbare Werken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van ordonnantie 'houdende instemming met de wijziging van het Verdrag van 9 september 1996 inzake de verzameling, afgifte en inname van afval in de Rijn- en binnenvaart, van de Bijlagen en van de Aanhangsels (CDNI)'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 18 februari 2019. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Wanda VOGEL, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda VOGEL.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 18 februari 2019.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet [‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'avant-projet d'ordonnance soumis pour avis entend donner assentiment à la modification de la Convention du 9 septembre 1996 'relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure', des Annexes et des Appendices. Cette Convention porte essentiellement sur les matières que sont l'environnement et la politique des déchets au sens de l'article 6, § 1^{er}, II, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles'.

Par conséquent, il convenait, en vertu de l'article 4, § 2, de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 mars 1990 'régulant l'institution, la composition et le fonctionnement du Conseil de l'Environnement pour la Région de Bruxelles-Capitale', de soumettre l'avant-projet pour avis au Conseil cité dans l'intitulé de cet arrêté. Cette disposition prévoit en effet que le Conseil donne son avis, notamment sur tout projet d'ordonnance en matière d'environnement concernant la Région de Bruxelles-Capitale.

Il ne ressort pas du dossier transmis à la section de législation que cette formalité a été accomplie. Il y a lieu d'y remédier.

2. Par ailleurs, l'avant-projet à l'examen doit être soumis à l'avis préalable du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale en vertu de l'article 6, § 2, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 8 septembre 1994 'portant création du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale'.

Il ne ressort pas du dossier transmis à la section de législation que cette formalité a été accomplie. Il y a lieu d'y remédier.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

INTITULÉ

Il y a lieu de préciser, dans l'intitulé, la date d'adoption des modifications auxquelles il est donné assentiment, à savoir le 22 juin 2017.

[‡] S'agissant d'un avant-projet d'ordonnance, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

DISPOSITIF

L'article 3 de l'avant-projet dispose que les amendements aux Annexes et aux Appendices I, II, III, IIIa, IV et V de la Convention qui seront adoptés en application de son article 19 sans que la Région de Bruxelles-Capitale s'oppose à leur adoption, sortiront leur plein et entier effet.

S'agissant de cet assentiment préalable, il convient de rappeler qu'à l'égard de la disposition devenue l'article 2, alinéa 2, de la loi du 19 juin 2008 'portant assentiment à la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure', aux annexes 1 et 2, et aux Appendices I, II, III, IV et V, faits à Strasbourg le 9 septembre 1996, disposition similaire à la disposition à l'examen, la section de législation a observé ce qui suit dans son avis n° 44.080/3 donné le 7 février 2008 ¹ :

« 5.1. L'article 2, alinéa 2, du projet dispose que les amendements aux annexes de la Convention qui seront adoptés en application de l'article 19 sans que la Belgique s'oppose à leur adoption, sortiront leur plein et entier effet.

Bien qu'il résulte de l'article 167, § 3, de la Constitution que le Parlement doit également donner son assentiment aux modifications apportées à un traité, rien ne s'oppose à ce que, sous certaines conditions, cet assentiment soit donné anticipativement ². À cet égard, on peut faire référence à l'avis 37.954/AG 37.970/AG-37.977/AG-37.978/AG du 15 février 2005 ³, dans lequel le Conseil d'État, section de législation, siégeant en assemblée générale, a observé ce qui suit :

'Tant la Cour de cassation ⁴ que la section de législation du Conseil d'État ⁵ admettent que, dans certaines conditions, les Chambres législatives peuvent donner leur assentiment préalable à un traité ou à un amendement à celui-ci. Pour qu'un tel assentiment préalable soit compatible avec l'article 167, § 2 à 4, de la Constitution et avec l'article 16 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, deux conditions doivent être réunies: il faut notamment que les Chambres législatives et, le cas échéant,

¹ Avis n° 44.080/3 donné le 7 février 2008 sur un avant-projet devenu la loi du 19 juin 2008 'portant assentiment à la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, aux Annexes 1 et 2, et aux Appendices I, II, III, IV et V, faits à Strasbourg le 9 septembre 1996', *Doc. parl.*, Sénat, 2007-08, n° 4-569/1, pp. 97 à 99, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/44080.pdf>.

² *Note de bas de page n° 3 de l'avis cité* : Voir au sujet de la problématique de l'assentiment parlementaire à des modifications simplifiées à un traité : D. VAN EECKHOUTTE et T. LOOSE, « Wijziging zkt. instemming », *T.v.W.*, 2007, 3-27.

³ *Note de bas de page n° 4 de l'avis cité* : Avis sur, notamment, un avant-projet de loi 'portant assentiment au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, et à l'Acte final, faits à Rome le 29 octobre 2004', *Doc. parl.*, Sénat, 2004-05, n°1091/1.

⁴ *Note de bas de page n° 5 de l'avis cité* : Note infrapaginale 35 de l'avis cité : Cass., 19 mars 1981, *Pas.*, 1981, I, n° 417 ; *J.T.*, 1982, 565, et la note de J. VERHOEVEN ; Cass., 2 mai 2002, n° C.99.0518.N.

⁵ *Note de bas de page n° 6 de l'avis cité* : Note infrapaginale 36 de l'avis cité : Voir notamment C.E., section de législation, avis 33.510/3 du 28 mai 2002 sur l'avant-projet devenu la loi du 17 décembre 2002 portant assentiment à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, et aux annexes, faites à Aarhus le 25 juin 1998 (*Doc. parl.*, Sénat, 2001-2002, n° 2-1235/1, p. 48) ; avis 35.792/2/V du 20 août 2003 sur l'avant-projet devenu le décret du 27 novembre 2003 portant assentiment à la Convention sur les polluants organiques persistants, faite à Stockholm, le 22 mai 2001, ainsi qu'à ses annexes (*Doc.*, C.R.W., 2003/2004, n° 575/1, p. 10) ; avis 36.170/1 du 11 décembre 2003 sur l'avant-projet de loi portant assentiment à la Convention sur la sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et la République de Croatie, signée à Bruxelles le 31 octobre 2001 (*Doc. parl.*, Sénat, 2004-2005, n° 957/1).

les parlements des communautés et des régions connaissent les limites des futurs amendements⁶ et qu'ils indiquent expressément qu'ils donnent leur assentiment à ces amendements'.

En l'occurrence, l'objet de l'assentiment préalable est suffisamment précisé et l'article 2, alinéa 2, donne expressément assentiment aux amendements futurs.

5.2. Les observations ci-dessus n'enlèvent rien au fait qu'en application des dispositions précitées, il est possible que les annexes de la convention fassent l'objet d'amendements sur lesquels le Parlement ne peut marquer son accord.

Pour que le Parlement soit en mesure de faire savoir qu'il refuse son assentiment à un amendement déterminé (revenant par conséquent, en ce qui concerne cet amendement⁷ sur son assentiment préalable) il est recommandé d'ajouter au projet une disposition imposant de communiquer au Parlement dans un délai utile tout amendement aux annexes.

6. Il faut également se pencher sur la question de la publication des amendements qui seraient apportés aux annexes de la convention conformément à la procédure examinée ci-dessus.

L'assentiment préalable à de tels amendements n'emporte pas de dérogation à l'obligation de les publier au *Moniteur belge* pour qu'ils puissent produire leurs effets en droit interne, obligation qui découle de l'article 190 de la Constitution et de l'article 8 de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires.

L'article 190 de la Constitution dispose que seul le législateur est compétent pour déterminer la forme dans laquelle les lois et règlements doivent être publiés pour acquérir un caractère obligatoire. Selon la Cour de cassation, cette disposition constitutionnelle s'applique par analogie aux actes internationaux. Elle a en effet jugé que les traités sont inopposables aux particuliers tant qu'ils n'ont pas été publiés intégralement au *Moniteur belge*⁸.

Ce n'est que si la convention avait elle-même déterminé le mode de publication de ces amendements que l'absence de publication au *Moniteur belge* ne susciterait pas d'objection⁹.

Par conséquent, il s'impose de publier au *Moniteur belge* les dispositions modificatives ultérieures aux annexes de la convention ».

⁶ Note de bas de page n° 7 de l'avis cité : Note infrapaginale 37 de l'avis cité : Voir notamment les avis cités à la note précédente.

⁷ Note de bas de page n° 8 de l'avis cité : Dans cette hypothèse, il faudra procéder à la notification visée à l'article 19, alinéa 5, de la convention.

⁸ Note de bas de page n° 9 de l'avis cité : Cass., 11 décembre 1953, *Pas.*, 1954, I, p. 298, Cass., 19 mars 1981, *J.L.M.B.*, 1994, p. 218 et *J.T.* 1982, 565, note J. VERHOEVEN.

⁹ Note de bas de page n° 10 de l'avis cité : Les règles édictées par les organes d'institutions internationales peuvent en effet être rendues obligatoires en droit interne du fait de leur publication dans le bulletin ou le journal officiel édité par ces institutions, par l'effet des clauses contenues dans les traités y relatifs (B. HAUBERT et C. DEBROUX, « L'application du droit international par le juge administratif », *A.P.T.*, 1998, p. 95).

Ces observations demeurent d'actualité¹⁰ ; l'article 3 de l'avant-projet sera en conséquence revu à la lumière de celles-ci.

*

¹⁰ La section de législation s'est prononcée en ce sens dans l'avis n° 64.092/VR donné le 18 septembre 2018 sur un avant-projet de loi 'portant assentiment à la modification de la Convention du 9 septembre 1996 relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure (CDNI), adoptée le 22 juin 2017'.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Het om advies voorgelegde voorontwerp van ordonnantie beoogt instemming te verlenen aan de wijziging van het Verdrag van 9 september 1996 ‘inzake de verzameling, afgifte en inname van afval in de Rijn- en binnenvaart’, van de Bijlagen en van de Aanhangsels. Dat Verdrag heeft hoofdzakelijk betrekking op aangelegenheden betreffende het leefmilieu en het afvalstoffenbeleid in de zin van artikel 6, § 1, II, eerste lid, 1° en 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’.

Bijgevolg diende het voorontwerp op grond van artikel 4, § 2, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 15 maart 1990 ‘houdende de regeling van de oprichting, de samenstelling en de werking van de Raad voor het Leefmilieu voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest’ om advies aan de in het opschrift van dat besluit genoemde raad voorgelegd te worden. Krachtens die bepaling moet die raad immers om advies worden gevraagd over, onder meer, alle voorontwerpen van ordonnantie inzake leefmilieu betreffende het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Uit het aan de afdeling Wetgeving overgezonden dossier blijkt niet dat dat vormvereiste vervuld is. Dit moet verholpen worden.

2. Op grond van artikel 6, § 2, eerste lid, van de ordonnantie van 8 september 1994 ‘houdende oprichting van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ moet het voorliggende voorontwerp bovendien voorafgaandelijk om advies voorgelegd worden aan de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Uit het aan de afdeling Wetgeving overgezonden dossier blijkt niet dat dat vormvereiste vervuld is. Dit moet verholpen worden.

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van ordonnantie gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

OPSCHRIFT

In het opschrift moet de datum vermeld worden waarop de wijzigingen waarmee ingestemd wordt aangenomen zijn, namelijk 22 juni 2017.

DISPOSITIEF

Artikel 3 van het voorontwerp bepaalt dat de wijzigingen van de Bijlagen en van de Aanhangsels I, II, III, IIIa, IV en V bij het Verdrag die met toepassing van artikel 19 van het Verdrag worden aangenomen zonder dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zich tegen de aanneming ervan verzet, volkomen gevolg zullen hebben.

Wat die voorafgaande instemming betreft, dient erop gewezen te worden dat de afdeling Wetgeving met betrekking tot de bepaling die artikel 2, tweede lid, geworden is van de wet van 19 juni 2008 'houdende instemming met het Verdrag inzake de verzameling, afgifte en inname van afval in de Rijn- en binnenvaart', met de Bijlagen 1 en 2, en met de Aanhangsels I, II, III, IV en V, gedaan te Straatsburg op 9 september 1996, een soortgelijke bepaling als die welke thans voorligt, het volgende opgemerkt heeft in haar advies 44.080/3 van 7 februari 2008:¹

"5.1. Artikel 2, tweede lid, van het ontwerp bepaalt dat de wijzigingen van de bijlagen bij het Verdrag die met toepassing van artikel 19 worden aangenomen zonder dat België zich tegen de aanneming ervan verzet, volkomen gevolg zullen hebben.

Al dient krachtens artikel 167, § 3, van de Grondwet ook met wijzigingen aan een verdrag te worden ingestemd door het Parlement, bestaat er geen beletsel tegen dat deze instemming, onder bepaalde voorwaarden, vooraf zou worden gegeven.² Wat dit laatste betreft, kan worden verwezen naar advies 37.954/AV-37.970/AV-37.977/AV-37.978/AV van 15 februari 2005,³ waarin de Raad van State, afdeling wetgeving, zitting houdend in algemene vergadering, het volgende heeft opgemerkt:

'Zowel het Hof van Cassatie⁴ als de afdeling wetgeving van de Raad van State⁵ aanvaarden dat onder bepaalde voorwaarden de wetgevende vergaderingen vooraf kunnen

¹ Advies 44.080/3 op 7 februari 2008 gegeven over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 19 juni 2008 'houdende instemming met het Verdrag inzake de verzameling, afgifte en inname van afval in de Rijn- en binnenvaart, met de Bijlagen 1 en 2, en met de Aanhangsels I, II, III, IV en V, gedaan te Straatsburg op 9 september 1996', *Parl.St.* Senaat, 2007-08, nr. 4-569/1, 97-99, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/44080.pdf>.

² Voetnoot 3 van het geciteerde advies: Zie over de problematiek van de parlementaire instemming met vereenvoudigde verdragswijzigingen: D. VAN EECKHOUTTE en T. LOOSE, "Wijziging zkt. instemming", *T.v.W.*, 2007, 3-27.

³ Voetnoot 4 van het geciteerde advies: Advies over onder meer een voorontwerp van wet "houdende instemming met het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa, en met de Slotakte, gedaan te Rome op 29 oktober 2004", *Parl. St.*, Senaat, 2004-05, nr. 1091/1.

⁴ Voetnoot 5 van het geciteerde advies: Voetnoot 35 uit het geciteerde advies: Cass., 19 maart 1981, *Arr. Cass.*, 1980-1981, 808; *J.T.*, 1982, 565, en noot J. Verhoeven; Cass., 2 mei 2002, nr. C.99.0518.N.

⁵ Voetnoot 6 van het geciteerde advies: Voetnoot 36 uit het geciteerde advies: Zie o.m. advies nr. 33.510/3 van 28 mei 2002 over een voorontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan de wet van 17 december 2002 houdende instemming met het Verdrag betreffende toegang tot informatie, inspraak bij besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden, en met de Bijlagen I en II, gedaan te Aarhus op 25 juni 1998 (*Parl.St.*, Senaat,

instemmen met een verdrag of met een wijziging van een verdrag. Opdat zulke voorafgaande instemming verenigbaar zou zijn met artikel 167, §§ 2 tot 4 van de Grondwet en met artikel 16 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, moet aan twee voorwaarden worden voldaan: met name is vereist dat de Wetgevende Kamers en desgevallend de Gemeenschaps- en Gewestparlementen de grenzen van de toekomstige wijzigingen kennen⁶ en dat ze uitdrukkelijk aangeven dat ze met die wijzigingen instemmen.⁷

Te dezen wordt het voorwerp van de voorafgaande instemming duidelijk genoeg aangegeven en wordt bij artikel 2, tweede lid, uitdrukkelijk met de toekomstige wijzigingen ingestemd.

5.2. Het voorgaande neemt niet weg dat, met toepassing van de genoemde bepalingen, wijzigingen in de bijlagen bij het verdrag kunnen worden aangenomen waarmee het Parlement niet kan instemmen.

Om het Parlement de mogelijkheid te bieden ervan kennis te geven dat het niet instemt met een bepaalde wijziging (en dat het dus met betrekking tot die wijziging terugkomt op zijn voorafgaande instemming⁷), verdient het aanbeveling om het ontwerp aan te vullen met een bepaling die voorziet in de verplichting om elke wijziging van de bijlagen binnen een werkzame termijn aan het Parlement mee te delen.

6. Een andere vraag die moet worden onderzocht, betreft de bekendmaking van de wijzigingen die volgens de zo-even onderzochte procedure zouden worden aangebracht in de bijlagen bij het verdrag.

De voorafgaande instemming met zulke wijzigingen houdt geen afwijking in van de verplichting, voortvloeiend uit artikel 190 van de Grondwet en uit artikel 8 van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen, om die wijzigingen bekend te maken in het Belgisch Staatsblad opdat ze in het interne recht uitwerking kunnen hebben.

Artikel 190 van de Grondwet bepaalt dat alleen de wetgever bevoegd is om de vorm te bepalen waarin de wetten en de verordeningen moeten worden bekendgemaakt opdat ze verbindend worden. Volgens het Hof van Cassatie geldt die grondwetsbepaling naar analogie voor internationale akten. Het Hof heeft immers geoordeeld dat verdragen niet aan particulieren kunnen worden tegengeworpen zolang ze niet integraal zijn bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.⁸

2001-2002, nr. 2-1235/1, blz. 48); advies 35.792/2/V van 20 augustus 2003 over het voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het decreet van 27 november 2003 houdende instemming met het Verdrag inzake persistente organische verontreinigende stoffen, gesloten te Stockholm op 22 mei 2001, alsmede met de Bijlagen erbij (*Parl.St.*, W.G.R., 2003/2004, nr. 575/1, blz. 10); advies 36.170/1 van 11 december 2003 over het voorontwerp van wet houdende instemming met de Overeenkomst betreffende de sociale zekerheid tussen het Koninkrijk België en de Republiek Kroatië, ondertekend te Brussel op 31 oktober 2001 (*Parl.St.*, Senaat, 2004-2005, nr. 957/1).

⁶ Voetnoot 7 van het geciteerde advies: Voetnoot 37 uit het geciteerde advies: Zie inzonderheid de adviezen waarnaar in de vorige voetnoot wordt verwezen.

⁷ Voetnoot 8 van het geciteerde advies: In dat geval zal de bij artikel 19, lid 5, van het verdrag bedoelde mededeling moeten worden gedaan.

⁸ Voetnoot 9 van het geciteerde advies: Cass., 11 december 1953, *Arr. Verbr.*, 1954, 252; Cass., 19 maart 1981, *Arr. Cass.*, 1980-81, 808 en *J.T.*, 1982, 565, noot J. Verhoeven.

Dat geen bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* plaatsvindt, zou enkel geen bezwaar opleveren indien het verdrag zelf de vorm had bepaald waarin die wijzigingen moeten worden bekendgemaakt.⁹

Bijgevolg moeten de bepalingen van latere wijzigingen aan de bijlagen van het verdrag in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt.”

Die opmerkingen gelden nog steeds;¹⁰ artikel 3 van het voorontwerp moet dan ook in het licht van die opmerkingen herzien worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Martine BAGUET

⁹ Voetnoot 10 van het geciteerde advies: Regels uitgevaardigd door de organen van internationale instellingen kunnen immers bindend worden verklaard in het interne recht doordat ze zijn bekendgemaakt in het publicatieblad dat door die instellingen wordt uitgegeven, en wel op basis van de bedingen vervat in de desbetreffende verdragen (B. HAUBERT en C. DEBROUX, “L’application du droit international par le juge administratif”, *A.P.T.*, 1998, 95).

¹⁰ De afdeling Wetgeving heeft zich in die zin uitgesproken in advies 64.092/VR dat op 18 september 2018 gegeven is over een voorontwerp van wet ‘houdende instemming met de wijziging van het Verdrag van 9 september 1996 inzake de verzameling, afgifte en inname van afval in de Rijn- en binnenvaart (CDNI), aangenomen op 22 juni 2017’.